

CIBLE

Gentils ?

Sur la scène médiatique, il y a les gentils et les méchants.

Au premier rang des gentils, les organisations humanitaires. Parmi les méchants, certains pays et certains dictateurs : par exemple, la junte birmane qui refuse méchamment l'aide que les ONG et le bon docteur Kouchner – entre autres – veulent apporter aux populations durement frappées par le cyclone Nargis. Indignation et compassion peuvent alors se diffuser à grande échelle.

Hélas, la noirceur des militaires birmans ne fait pas ressortir la pureté des intentions humanitaires.

S'en souvient-on ? L'Inde, la plus grande démocratie du monde, avait refusé tout net l'aide d'urgence lorsque sa côte sud fut dévastée par le tsunami de janvier 2005. Sri Lanka fut à la fois victime du raz-de-marée, du désordre et des dégâts provoqués par des organisations opérant cyniquement sur le marché mondial de la misère.

Ce lourd passé conduira les États à contrôler étroitement l'aide privée et à réorganiser toute la politique d'assistance internationale aux pays frappés par des catastrophes.

COMMÉMORATION

Les impasses de Mai 68

Stratégie

**Critique
de Bensaïd**

p. 6-7

Darcos

**Une réforme
contestée**

p. 3

Europe en marche

Ce n'est sans doute pas très glorieux et témoigne de mes piètres qualités de soldat mais j'ai été blessé deux fois en Algérie. La première blessure m'a conduit à l'hôpital pour quarante-cinq jours, la seconde trois cent six jours. Je suis sorti de tout cela avec la considération de mon colonel – c'est classique – et une carte de grand invalide de guerre **station debout pénible** me permettant d'obtenir un macaron officiel GIG délivré par le *Comité d'entente des Grands Invalides de Guerre*.

Il y a quelques temps, je me déplace de mon domicile niçois à Montpellier pour deux jours. Je gare mon véhicule sur un emplacement réservé aux invalides. Deux jours après, je quitte l'hôtel tout proche pour repartir, ma voiture n'est plus là. Retour pénible à l'hôtel, mon périmètre de marche est d'une centaine de mètres. Appel à la police, enquête, mon véhicule a été emporté à la fourrière.

Démarches diverses et je sors, honteux, des bureaux de la fourrière, accablé par mon incivisme européen. Ma voiture a été mise à la fourrière car le macaron qui orne son pare-brise depuis tant d'années – j'ai été blessé la deuxième fois le 26 octobre 1956 – n'est pas conforme.

Conforme à quoi ? À une disposition prise il y a peu par Bruxelles réformant au niveau européen la forme des fameux macarons et dont j'ignorais tout. Le mien, le faux, l'indigne, était

un petit carré, métallique, de couleur bleue orné du symbole classique de l'invalide avec la mention GIG ; l'européen, paraît-il, serait bleu aussi mais de forme rectangulaire et sur support en plastique.

Résultat des courses, si l'on peut dire. Une amende de 135 € pour *occupation illégale d'un emplacement réservé*, art. 417.11 du code de la route ; une deuxième amende de 135 € pour *macaron non conforme*, art. 417.11 ; 97 € de fourrière et 51 € de taxi qui m'a trimballé de huit heures du matin à douze heures à travers la ville et sa banlieue. Si je compte bien cela fait 418 € ou 2 742 de mes chers francs.

Je précise cependant que j'ai reçu de quasi-excuses de la police municipale « *désolée* », « *consternée* », « *mais on ne peut pas revenir en arrière* », « *faites une réclamation* ». Je témoigne de la courtoisie d'une policière qui a tenu à nous serrer la main, à ma femme et à moi, lorsqu'elle nous a remis la *main levée* pour libérer la voiture.

Ainsi mon macaron n'était pas conforme ! Et mes blessures sont-elles adaptées aux normes européennes ? Ceci étant, 418 €, on peut penser que ce n'est pas si cher payé pour avoir méprisé d'une aussi insolente façon les si sagaces dispositions bruxelloises ; par ailleurs, je pense à ce policier à l'origine d'un pareil exploit, voilà qui a du embellir sa journée.

Michel FONTAURELLE

Le travail des seniors

En dépit de la détermination affichée de notre Président, je doute que nous puissions bientôt travailler tous à volonté sans limitation d'âge, vu que cela ne dépend de lui que pour la Fonction Publique.

Le Medef sera peut-être d'accord pour faire travailler ses salariés le plus longtemps possible tant qu'il s'agit de boulots ingrats et mal payés. Mais pour les postes où les candidats se bousculent, il y aura toujours des patrons prompts à se débarrasser de ceux qualifiés de *seniors*, sorte d'*étoile jaune* plutôt que titre honorifique, pour engager à leur place des jeunes moins coûteux. Chez les personnels concernés les attentes sont souvent inverses.

Ayant la chance d'avoir accès à des emplois de la seconde catégorie, je n'étais pas pressé de partir en retraite, incertain d'y trouver des occupations aussi intéressantes que celles en quoi consistait mon travail et pour lesquelles j'étais convenablement payé. Il m'a plu en conséquence de travailler jusqu'à 67 ans. J'ai conscience d'avoir eu beaucoup de chance de pouvoir le faire et je doute que ce soit un jour à la portée de tout le monde. Il faut dire que j'ai trouvé un patron qui m'a encore signé à 64 ans un contrat d'embauche comme représentant industriel, alors qu'il y en avait eu trois autres avant qui m'avaient viré et un quatrième qui avait fait faillite, sans compter quelques-uns que j'ai dû quitter de ma propre initiative.

Je pense qu'il ne serait pas très utile pour le gouvernement de discuter avec les syndicats durant des mois de l'emploi des *seniors*, si ce n'est pour pouvoir les rendre responsables de l'échec des réformes. Que notre Président s'adresse plutôt poliment aux patrons (puisque il n'a pas d'ordres à leur donner, a-t-il dit lui-même), car c'est essentiellement de leur bonne volonté que tout cela dépend. S'ils tiennent à pouvoir se débarrasser des *seniors* comme bon leur semble, ce n'est pas non plus la peine de leur demander d'en embaucher, à moins qu'ils n'aient envie de leur proposer à leurs conditions ces emplois qui ne trouvaient pas jusqu'ici preneur mais qu'il sera bientôt impossible de refuser après six mois de chômage.

Dans ce contexte, l'excellente idée du plein emploi des *seniors* a des chances de resservir encore longtemps, comme celle de distribuer aux salariés le tiers des bénéfices de leur entreprise, c'est-à-dire autant qu'à ses actionnaires, le troisième tiers étant consacré aux investissements. Souvenez-vous, c'est une idée que, sans penser à mal, Serge Dassault avait émise le 22 janvier dernier devant le Sénat, soulevant un tel tollé parmi ses collègues UMP qu'il avait dû retirer son amendement en vitesse. Reprise trois mois après par Nicolas Sarkozy, elle n'a déclenché cette fois aucune protestation, tout le monde ayant alors bien compris que ce ne serait rien de plus qu'une idée.

Paul VINCENT

royaliste 
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE : BERNARD HENRI LÉVY

SOMMAIRE : p.2 : Europe en marche - Travail des seniors - p.3 : Réforme de l'école - Surprise - p.4 : Restaurer la V^e République - Le rôle du roi - p.5 : La guerre de l'oxygène - p.6/7 : Critique de Bensaïd - p.8 : Le socialisme de Marx - p.9 : Les impasses de Mai 68 - p.10 : Pierre Longone - De Schönbrunn à la Conciergerie - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : De bonnes nouvelles.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Réforme de l'école ou bouteille à l'encre

Au bon vieux temps de la Communale, les pattes des hannetons trempées dans l'encrier laissaient de bien jolis pâtés sur les cahiers... Leurs empreintes tenaient un discours à peu près aussi logique que la réforme projetée par M. Xavier Darcos.

Recentrer l'école sur les fondamentaux. Après les éprouvantes pédagogies *nouvelles* déferlant sur l'enseignement depuis trente ans, qui n'approuverait l'intention du ministre ? Réhabiliter le *par cœur*, la dictée, la récitation, la rédaction, la chronologie, *coupler le lire et l'écrire* dès le Cours préparatoire (CP), et pour cela porter à 8 heures puis 10 heures l'horaire de français tout en ménageant un soutien scolaire aux élèves en difficulté. Voilà un programme un peu *passéiste*, mais de bon sens, qui devrait satisfaire les maîtres du primaire. Or ils en sont mécontents.

Parce que, sans les ingrédients nécessaires, une bonne recette ne fait pas un bon plat et qu'au même moment, la préoccupation du ministre - sa vraie mission - est de sabrer dans son budget. Ainsi par exemple, la réduction des heures de cours de 27 à 24 heures, par suppression

au choix du samedi ou mercredi matin, est un cadeau empoisonné s'il faut en même temps augmenter les horaires de français sans diminuer le sport et les langues vivantes chers au président Sarkozy, aux dépens de l'histoire et la géographie, des arts plastiques et des activités de découverte.

L'apprentissage de la lecture, réparti entre la grande section de Maternelle et le CP, pose un autre problème : on ne peut imposer des exigences à des classes maternelles puisqu'elles ne sont pas obligatoires... D'autre part, la disparité entre élèves de ces classes (15 à 50 % d'enfants - pas seulement d'étrangers - présentent des handicaps en phonologie qui les empêchent de distinguer entre les sons) risque d'approfondir le gouffre entre eux, alors qu'une attention plus grande à l'expression orale et au vocabulaire pourrait y remédier en amont. Il est vrai que le ministre semble souffrir lui-même d'un certain

déficit langagier quand il affirme : « *La découverte des lettres ne doit pas être apparentée à un apprentissage de la lecture.* » (1) (sic !) : il faut donc punir les enfants qui ayant appris B et A oseront prononcer BA...

Curieusement, la densification des programmes risque d'accentuer le nombre des élèves en difficulté tandis que le soutien scolaire qu'on leur proposera - sur la base de volontariat des professeurs par des financements encore ignorés - posera des problèmes pratiques aux municipalités : rétablir des transports scolaires et des cantines pour eux seuls.

Passons sur les exigences dont les maîtres ont relevé l'irréalisme - usage anticipé de l'équerre en CP et de la division en CE 1 - que la concertation engagée pourrait aider à surmonter.

Reste que la réforme repose sur une contradiction insurmontable : faire mieux avec moins de moyens, enseigner davantage et mieux avec moins de maîtres et moins d'heures. La performance est digne du Pr. Perlimpinpin, dont la poudre fera merveille, jetée aux yeux de ceux pour qui toute réforme estampillée libérale, remédie aux *blocages de la société française*. Mais les hussards de la République en ont vu d'autres. Ils tiendront.

Luc de GOUSTINE

(1) *La Croix* du mercredi 30 avril 2008.

Surprise

Divine surprise : le taux de croissance pour le premier trimestre de cette année est meilleur que prévu (0,6 %) et l'Insee a relevé de 0,2 % sa prévision de croissance pour l'année. Du coup, Christine Lagarde jubile et Nicolas Sarkozy clame sa satisfaction tout en disant qu'il ne faut pas céder à l'autosatisfaction.

Bien entendu, il faut attendre que l'année s'achève et que les études conclusives soient faites pour porter un jugement sur le rythme de la croissance française. Pour l'instant, l'opération de communication de l'Élysée porte sur un résultat partiel et sur des objectifs de croissance médiocres (2,1 %) et déjà révisés à la baisse puisque le gouvernement annonçait en mai dernier une croissance de 2,25 à 2,50 % - voire 3 % selon les estimations de Christine Lagarde.

Les services du ministère de l'Économie n'ont pas encore mesuré les conséquences de la crise financière et de la crise bancaire (qui affecte durement plusieurs établissements français), ni les conséquences des délocalisations et plus généralement de la désindustrialisation, ni les effets de la baisse du pouvoir d'achat des ménages moyens et modestes.

Si la baisse de la consommation se confirme, si le salaire médian reste en l'état, si le nombre de travailleurs pauvres augmente, si l'euro se renforce encore par rapport au dollar, si le gouvernement se soumet à l'injonction absurde de Bruxelles et réduit son déficit budgétaire, on ne voit pas comment la situation économique pourrait se redresser durablement...

Annette DELRANCK

Rectificatif

Dans l'article *Le massacre des tirailleurs sénégalais* (Royaliste n° 926), il fallait lire cinquante (et non cinq) tirailleurs sénégalais massacrés par Rommel.

Par ailleurs un éminent germaniste nous fait remarquer que l'inscription de la médaille « *Die schwarze schande* » devrait être traduit par *le viol noir* plutôt que *la honte noire*.

Restaurer la V^e République

Alors que l'on célèbre de cinquantenaire de la V^e République, Nicolas Sarkozy, faute d'avoir pris la mesure du rôle qu'il devrait tenir à la tête de l'État, se disqualifie en jouant au chef de gouvernement et du parti majoritaire.

Le chef de l'État a ainsi subi un cinglant camouflet à l'Assemblée nationale le 13 mai 2008, sur la motion de la question préalable présentée par un député du Cher, Jean-Claude Sandrier, président du groupe de la gauche républicaine, procédure prévue en cas de discussion jugée non aboutie sur un projet de loi, à savoir celui controversé des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM).

Alors que Nicolas Sarkozy avait, dans la perspective de ce vote, réuni la semaine précédente, comme à l'accoutumée et de manière inconsidérée plus de deux cents députés à l'Élysée, pour un énième *briefing*, ce fiasco est révélateur de la confusion des genres qui règne au sommet de l'État.

Pour le député UMP de Moselle François Grosdidier de Matons : « *Ce vote aura démontré le malaise de beaucoup de députés de la majorité qui ne se retrouvent pas dans ce texte, et qui n'ont pas voulu se mobiliser aujourd'hui* ».

Tandis que nous célébrons le cinquantenaire de la V^e République, la question du rôle du chef de l'État se pose avec de plus en plus d'acuité. Il ne s'agit pas tant de réformer la Constitution pour mettre en place un régime présidentiel, le régime parlementaire demeure, ni de marchander les droits du Parlement, ceux-ci doivent être nécessairement reconsidérés, mais de savoir comment permettre au chef de l'État d'exercer le rôle éminent que lui

confère la Constitution, comme arbitre et garant de l'essentiel.

À cette question, il convient de se rappeler la phrase du général de Gaulle prononcée lors de sa conférence de presse du 19 mai 1958, « *Je suis un homme qui n'appartient à personne et qui appartient à tout le monde* », et sur laquelle Nicolas Sarkozy devrait méditer.

Il faut également s'interroger sur la fonction des partis politiques dans nos institutions, qui comme à l'UMP et prochainement au Parti socialiste, entendent à présent limiter la possibilité d'accès à la présidence de la République, en laissant le soin à une minorité de Français, leurs militants, de choisir en leur sein, le candidat désigné à la magistrature suprême.

Tant que le chef de l'État constitutionnellement irresponsable, sera néanmoins l'homme d'un parti ou d'un clan, la lettre et l'esprit de la constitution ne pourront pas être réellement respectés et appliqués.

Si les Français sont véritablement attachés à la monarchie élective, il est nécessaire de se donner les moyens légaux de libérer le monarque républicain de l'emprise des partis politiques et des puissances financières, afin qu'il exerce son rôle arbitral et de garant, en toute indépendance.

Sinon, seule, la monarchie royale et parlementaire demeure disponible et libre, pour incarner et faire réellement exister la V^e République.

Denis CRIBIER

Le rôle du roi

La conférence donnée récemment à Paris par l'ancien ambassadeur de Thaïlande en France éclairait d'un jour nouveau le rôle personnel du roi dans le développement de son pays.

Dans le cadre de la célébration du 80^e anniversaire de Sa Majesté le Roi Bhumibol, 9^e roi de la dynastie Chakri, une conférence a été donnée à la résidence de l'Ambassade royale de Thaïlande à Paris par Monsieur Tej Bunnag, qui avait été lui-même Ambassadeur en France et qui est aujourd'hui proche du Conseil du Roi.

Il en ressort que lorsqu'en 1952 le Roi a entrepris, en compagnie de son épouse, de visiter systématiquement toutes les populations de son pays jusque dans les régions les plus reculées afin d'en connaître les différents modes de vie, les capacités et les besoins, il a très vite eu l'idée d'un développement personnalisé utilisant sans les gaspiller les ressources naturelles (une attitude déjà écologique), avec des technologies simples permettant à la population locale d'y participer. Ses multiples microprojets (on en compterait plus de 3000) ont beaucoup profité aux provinces et aux zones rurales, souvent délaissées par des plans d'industrialisation qui se fixaient pour objectif un accroissement global du PIB. Tous ces microprojets ont eu pour point de départ la ferme expérimentale ou le conseil scientifique installés par le Roi dans le parc et les dépendances de son Palais.

Il s'est penché en particulier sur tous les problèmes liés à l'eau : sécheresse, inondations, pollution, salinisation

des sols... et a concouru à tous leurs remèdes : barrages, réservoirs, irrigation, reforestation, pluie artificielle...

À la base de son action se trouve une philosophie, une sagesse, qui pourrait nous sembler d'inspiration bouddhiste, et qui a pour objectif l'autosuffisance.

Pour l'agriculture il préconise cette autosuffisance à trois niveaux :

- d'abord celle de chaque paysan sur sa parcelle de terre ;

- au niveau communautaire grâce au regroupement des paysans dans des coopératives où ils s'entraideront pour améliorer leur production et tirer meilleur parti de sa commercialisation ;

- au niveau national pour entreprendre des investissements et améliorer leur qualité de vie.

Alors que d'autres pays adoptaient des politiques économiques plus audacieuses, le roi Bhumibol déclarait en 1997 : « *Le fait d'être un tigre n'est pas important. Ce qui est important pour nous, c'est d'avoir une économie d'autosuffisance.* »

Quand on voit la situation de dépendance alimentaire dans laquelle certains se trouvent subitement plongés, on mesure aujourd'hui la sagesse de cette attitude.

Paul VINCENT

La guerre de l'oxygène

Le discours catastrophiste sur le changement climatique préfigure des opérations militaires.

La prochaine présidence américaine pourrait être dominée par les questions d'environnement. Elle devrait tirer parti de l'audience internationale que s'est acquise l'ancien vice-président démocrate Al Gore, prix Nobel de la Paix 2007, pour promouvoir un nouvel interventionnisme extérieur sous couvert des menaces de sécurité liées au réchauffement climatique. Les États-Unis sont en effet lents à se mettre en route mais lorsque leur dossier est mûr, il acquiert au bout de quelques années une force irrésistible. Le Pentagone avait commandé un rapport dès 2003 qui ne fut rendu partiellement public qu'après le passage meurtrier du cyclone Katrina sur La Nouvelle-Orléans en 2005. L'armée, dans tous les pays, est de plus en plus sollicitée pour faire face aux catastrophes naturelles qui vont d'ailleurs se multipliant (leur nombre aurait triplé par rapport aux années 60). Mais au-delà de ce rôle humanitaire classique, on voit se dessiner une nouvelle forme d'intervention qui devrait constituer un des enjeux de la négociation du protocole qui devrait succéder à partir de 2012 à celui de Kyoto.

L'idée dominante serait de dépasser la prévention des effets de serre dont on voit les limites. Il s'agirait désormais de prendre acte des changements climatiques inévitables et d'en tirer les conséquences sur la gestion des ressources. Par exemple, sachant que la banque recule, il faut savoir

comment gérer la circulation maritime sur les nouvelles routes du Grand Nord, canadien ou russe (1). Le même raisonnement peut s'appliquer à l'Himalaya, source de quelques-uns des plus grands fleuves du monde, commandant aussi la richesse des deltas eux-mêmes menacés. Les questions du Tibet, du Pakistan, du Bengale, de Birmanie ou du Viêt-Nam s'en trouveront renouvelées.

L'attention se polarise pour l'après-Kyoto sur une ressource qui avait été laissée de côté par le protocole : les forêts primaires. On sait le rôle capital qu'elles jouent dans l'équilibre du climat de la planète. La question est depuis longtemps posée par les grandes organisations sur l'environnement de savoir si l'on peut laisser la gestion de ces ensembles régulateurs de la vie entre les seules mains des gouvernements nationaux. La disparition progressive de ces grandes forêts est régulièrement déplorée sans que rien ne change fondamentalement. Là comme ailleurs, les experts ne sont pas d'accord sur les conséquences.

Or, les stratégies n'attendront pas l'issue de leurs calculs et de leurs querelles. L'opinion, dûment inquiétée et bientôt paniquée, exigera tôt ou tard une action impérative. Exigence à laquelle des gouvernements ne sauront résister.

Deux cibles commencent à être clairement identifiées : l'Amazonie et le bassin du Congo. Si le cœur de l'Afrique est encore relativement

inexploité et peu affecté par un gouvernement qui dispose de peu de moyens, en Amazonie, en revanche, on se heurte à un État fort, un pays émergent et sûr de lui, nationaliste sinon protectionniste, le Brésil. La proximité explique que l'opinion aux États-Unis est plus facilement mobilisée. Les catastrophes naturelles qui affectent le continent nord-américain, notamment le fameux El Niño, ne sont-elles pas associées à la préservation ou à l'exploitation de l'Amazonie ? On peut prévoir que ce sujet sera demain au cœur des relations internationales de Washington avec ses voisins du sud. Déjà attaqué sur les biocarburants (l'éthanol), après avoir été encensé par les altermondialistes, Brasilia se retrouvera au centre de toutes les pressions, des environnementalistes au Pentagone (2).

Les catastrophes naturelles et les grandes pandémies faisant incomparablement plus de victimes que le terrorisme, le jour – prochain – où la responsabilité de l'homme, c'est-à-dire de certaines nations ou de leurs gouvernements, sera clairement dénoncée au public, la recette des futurs conflits sera au point. Le droit d'ingérence climatique fera oublier le fameux droit d'ingérence humanitaire. La Birmanie pourrait marquer le passage de l'un à l'autre.

Yves LA MARCK

(1) Voir « Arctique : Croc-blanc » dans *Royaliste* n°913

(2) La récente démission de Marina Silva, ministre brésilienne de l'environnement, fervente partisane de la protection de la forêt amazonienne en est l'illustration.

BRÈVES

♦ **SERBIE** – A la suite d'une campagne de lettres menaçant de mort, non seulement le président Boris Tadic, mais également le professeur Cedomir Cupic ainsi que de nombreux autres fonctionnaires, le prince héritier Alexandre II a lancé un appel à la tolérance : « Je condamne fermement que des personnes dans notre pays soient menacées de mort en raison de ce qu'ils font ou de ce qu'ils écrivent. Ce comportement est inacceptable dans une démocratie au XXI^e siècle. Cette situation honteuse doit cesser. Elle apportera à la Serbie de nouvelles souffrances comme si nous n'en avions pas eu assez dans la décennie précédente. »

♦ **PAYS-BAS** – Selon un sondage réalisé par l'institut Maurice de Hond, 70 % des Néerlandais sont opposés à l'abolition de la monarchie alors que 25 % préféreraient l'établissement d'une république. Montée sur le trône il y a 28 ans, la reine Beatrix joue essentiellement un rôle symbolique mais elle est investie également de réels pouvoirs par la Constitution si les ministres décident d'en référer à elle. Lors de son discours de Noël, en décembre dernier, la reine avait déclaré : « Notre tradition démocratique comprend plus que la seule acceptation du pouvoir de la majorité, c'est aussi le respect des minorités », propos qui visaient sans le nommer le xénophobe *Partij voor de Vrijheid* (PVV) (*Parti pour la liberté*). Le chef de ce dernier, Geert Wilders, s'était déclaré « offensé » par le discours de la reine « farci d'inepties multiculturelles » et avait réclamé que la souveraineté soit réduite à un rôle purement cérémoniel et que les membres de la famille royale aient l'interdiction de s'ingérer dans la politique.

♦ **NÉPAL** – C'est le 28 mai que devrait se réunir pour la première fois l'Assemblée constituante issue des élections d'avril dernier où les ex-rebelles maoïstes ont obtenu 220 des 601 sièges de l'Assemblée. C'est ce jour-là que devrait donc être, selon les termes de la Constitution provisoire, abolie la monarchie et que le roi Gyanendra deviendrait un simple citoyen. Dans une ultime tentative, le roi a envoyé un émissaire officiel, Kamal Thapa, rencontrer le chef maoïste Prachanda pour lui demander de se conformer aux accords d'avril 2006 et de lui conserver « un rôle cérémoniel avec des droits culturels et religieux ». Les accords de 2006 étaient ceux où le roi avait accepté de renoncer à ses pouvoirs absolus contre la promesse que la monarchie ne serait pas remise en question, mais les rebelles maoïstes n'étaient pas partie prenante de ces accords... De son côté, l'ancien Premier ministre Krishna Prasad Bhattarai a lancé un appel pour que la monarchie soit conservée car « elle est nécessaire à la préservation de l'unité nationale ».

♦ **CAMBODGE** – Dans le cadre de ses activités caritatives, le prince Charles-Philippe d'Orléans a effectué un voyage de dix jours au Cambodge où il a été reçu par le roi Sihamoni. Au cours de cette rencontre furent évoqués les liens historiques qui unissent la France et le Cambodge, la francophonie, les effets pervers d'une croissance non maîtrisée ainsi que les actions humanitaires auxquelles le prince participe. Selon le communiqué publié sur son site internet (<http://www.ducdanjou.com>) « Le Prince s'est engagé auprès de Sa Majesté sur une période de longue durée pour mener des actions de soins à la population khmère la plus démunie, notamment celle vivant dans les villages flottants du nord et la population vivant aux dépens de la décharge publique de Phnom Penh ».

Critique de Bensaïd

Daniel Bensaïd est l'un des fondateurs de la Ligue communiste révolutionnaire. Philosophe, professeur de philosophie à l'université de Paris-VIII, il est l'auteur d'une œuvre qui unit la réflexion fondamentale (sur Karl Marx, sur Walter Benjamin) et les essais engagés. Nous avons noué avec Daniel Bensaïd un dialogue amical lors de la publication de l'ouvrage qu'il a consacré à Jeanne d'Arc (1) en 1991. La publication récente de son *Éloge de la politique profane* (2) a été l'occasion d'un débat aux Mercredis de la NAR. Nos lecteurs en trouveront ici les échos et prolongements.

Évitons les compliments d'usage et les attendrissements générationnels. Les animateurs de la Ligue communiste révolutionnaire et ceux de la Nouvelle Action royaliste appartiennent à la même époque, ils se sont affrontés puis confrontés tout en se retrouvant dans les mêmes campagnes (« 1989 pour l'égalité » par exemple) et dans les mêmes manifestations (contre l'agression de l'Otan sur le territoire yougoslave, contre l'agression anglo-américaine en Irak, lors des mouvements sociaux depuis 1995) mais tout cela n'incite pas nécessairement au débat. Nous n'avons jamais ressenti la nécessité de discuter avec un dirigeant de Lutte ouvrière, avec Daniel Cohn-Bendit dans sa période gauchiste, avec Bernard Kouchner lorsqu'il semblait être mitterrandien...

Les débats que nous avons avec les membres des différentes familles de la gauche

et de l'extrême gauche (Roland Castro, Gérard Filoche, Anicet Le Pors...) ne se réduisent pas à des affinités entre personnes. Nous prenons au sérieux le socialisme, lorsqu'il est authentique. Et nous n'avons cessé de dire, au temps de la guerre froide, lors de l'effondrement de l'Union soviétique et malgré la crise du communisme ouest-européen, que la tradition communiste avait un avenir et que les partis d'inspiration marxiste pouvaient renaître, dans l'ordre intellectuel et politique, après réflexion approfondie sur les catastrophes stalinienne et maoïste.

Cette opinion n'implique pas de complicité intellectuelle et politique avec les formations communistes. Aux yeux de leurs théoriciens, nous sommes (au mieux) des lous-philippards, d'incurables bourgeois libéraux, des monarchiens voués aux poubelles de l'histoire par les fiers héritiers des jacobins. Pour la

bourgeoisie, on repassera, mais nous assumons pleinement notre libéralisme politique : il implique la reconnaissance de toutes les traditions nationales - ce n'est pas difficile - mais surtout le souhait que chacune participe à la lutte politique, dans le cadre démocratique. Aussi affirmons-nous, lors de notre dernier congrès, que le renforcement des communistes était nécessaire pour éviter que le Parti socialiste ne se perde définitivement dans le marais centriste. Ceci dans l'ordre tactique. Quant à la stratégie, elle sera à nouveau concevable lorsqu'il y aura une opposition en mesure de prendre le pouvoir en vue de révolutions économiques et sociales. Le Parti communiste peut-il remplir cette mission historique ? C'est peu probable. Une Ligue communiste transformée peut-elle y parvenir ? Ce n'est pas impossible.

Cette restructuration est l'affaire de la gauche, pas la

nôtre : tous les débats que nous avons avec nos amis socialistes et communistes montrent que nous ne sommes pas de gauche. Notre récente discussion avec Daniel Bensaïd et la lecture de son *Éloge de la politique profane* confirme ce fait de manière particulièrement frappante.

Certes, nous nous retrouvons dans le rejet de la globalisation ultra-libérale, du bellicisme américain, des logiques de fragmentation et de décomposition qui menacent les peuples, du despotisme des sondeurs et des experts, des oligarchies... C'est pourquoi nous participons aux mêmes manifestations que Daniel Bensaïd et ses camarades - sans qu'on puisse nous accuser de prendre des poses ou de tenter, désespérément, de nous faire reconnaître. Ces attitudes ou ces tentations, dont nous avons été souvent soupçonnés, sont invraisemblables pour une raison décisive : toutes les références philosophes et politiques de Daniel Bensaïd nous sont extérieures, tout le système de confrontations qui lui permet d'élaborer sa propre pensée nous est étranger. C'est ce qui rend cet *Éloge* passionnant : ouvrir le livre, c'est partir à la découverte d'un monde de concepts et de débats qui nous permet de mieux comprendre la crise du politique, la réévaluation du marxisme, l'évolution de

l'extrême gauche, l'échec de l'altermondialisme.

Tel lecteur de *Royaliste*, venu du trotskysme, pourra se récrier. Tel vieux militant pourra évoquer avec précision les thèses de Toni Negri. Nous avons consacré maintes pages à Gilles Deleuze, Félix Guattari, Michel Foucault. Mais notre *intellectuel collectif* réfléchit et évolue dans un tout autre système de références et de débats. Références à Aristote, à la tradition légiste, à Hegel parfois (trop peu à mon avis) ; à Bernanos, Péguy, Clavel ; à Keynes et à François Perroux – au général de Gaulle... Débats avec Marcel Gauchet, Pierre Manent, Régis Debray, Jacques Sapir. Nos maîtres et compagnons sont nombreux, notre bibliothèque collective est bien fournie et cela nous rapproche de Daniel Bensaïd : sur une base simple dans ses apparences (marxisme, communisme, trotskysme) et condamnée pour son simplisme par les courants dominants, il construit une pensée vaste et complexe. De même, sur une tradition décrétée morte ou moribonde (fidélité dynastique, monarchisme constitutionnel, tradition gaullienne) nous participons à une nouvelle élaboration de la pensée de la République, de la démocratie, de l'économie politique.

C'est ainsi que nous partageons avec Daniel Bensaïd le souci du Politique en tant que tel. Mais, à gauche, une nouvelle prise en considération du Politique et un retour à la stratégie impliquent un énorme travail théorique puisqu'il faut :

➤ Procéder à une relecture critique de Karl Marx et admettre la nécessité de « dépasser les hésitations et les confusions entretenues par Marx lui-même » sur la question de l'État.

➤ Accepter, Trotsky aidant, le caractère hétérogène des classes sociales et comprendre que pas une seule ne peut coïncider avec son État ou son parti.

➤ Reconnaître que « l'exigence d'un pluralisme organisé implique l'existence, dans une certaine mesure et jusqu'à un certain point, d'une forme étatique conçue comme assurance ou garantie réciproque de l'association citoyenne ».

➤ En finir avec « l'éclipse politique » et avec la « démission stratégique » auxquelles nous ont conduit les thèses de Gilles Deleuze (les révolutions moléculaires, les « micropolitiques processuelles »), de Michel Foucault (apôtre des révolutions en miettes et des « codifications subversives »), de Toni Negri qui voyait dans la « constitution européenne » ultra-libérale le moyen d'accélérer le dépérissement des États en vue de la constitution d'un « réseau impérial de pouvoir décentralisé ».

Daniel Bensaïd discute point par point avec ses nombreux interlocuteurs, s'efforçant de dissiper leurs rêveries et leurs belles utopies – non par goût de la dispute philosophique mais parce qu'il mesure précisément les responsabilités de toute une intelligentsia gauchiste dans la diffusion de l'idéologique ultra-libérale. S'ensuit un éloge de la politique profane remarquable même si les analyses de textes, les citations et les discussions des thèses adverses lui font perdre de sa netteté. Sur les États et le droit international, sur la place et le rôle des nations dans le monde tel qu'il est désorganisé, sur l'autonomie du pouvoir politique, nous sommes en terrain familier et souvent en accord avec les analyses de Daniel Bensaïd. Je veux cependant lui adresser trois critiques :

1° La question du Gouvernement de la nation n'est pas envisagée avec toute la précision nécessaire. Quel jugement de fond sur la Constitution de la V^e République ?



Quelles réformes proposer et selon quelle conception du régime politique ? Il est bon de repenser la question de la souveraineté mais il est nécessaire et urgent de dire comment cela se concrétise. Le rôle du président de la République, le bicaméralisme, la participation des citoyens à la vie politique, la représentation des religions dans un État laïc... sont des questions qui relèvent d'abord de la philosophie politique, ensuite de l'organisation juridique d'une société qui s'est historiquement constituée.

2° Son livre s'adresse à sa famille, en gros l'extrême gauche. Ce serait normal s'il s'en tenait à un travail strictement philosophique. Mais une réflexion sur la stratégie politique implique à mes yeux un élargissement de la perspective. Comment concevoir une action révolutionnaire sans y intéresser des groupes sociaux et politiques qui ont en eux un potentiel révolutionnaire ? Par exemple, on trouve beaucoup de réflexions et de propositions décisives chez des auteurs qui écrivent en marge du Parti socialiste sur les questions politiques, économiques, sociales. Il est dommage de ne pas engager dès à présent le débat avec eux – du moins si l'on envisage de gouverner avec des socialistes ayant retrouvé et renoué leur tradition. Il est regrettable de liquider en quelques pages un keynésianisme abusivement confondu avec la social-démocratie

(« l'euthanasie du rentier » est une proposition effective-ment révolutionnaire) et d'ignorer les propositions quasi programmatiques d'une pléiade d'économistes contemporains.

3° Il est pour le moins étonnant qu'une réflexion sur la stratégie politique se déploie sans tenir le moindre compte de la pensée et des actes de celui qui fut le meilleur stratège politique français du XX^e siècle et l'un de nos plus grands chefs d'État. Reprenant une remarque faite à l'historienne Sophie Wahnich, j'avais montré il y a quelques années que Charles de Gaulle fut l'artisan de deux révolutions réussies au XX^e siècle : l'insurrection militaire de 1944, la prise du pouvoir à Paris, la révolution économique et sociale qui s'ensuivit ; la prise légale du pouvoir en 1958, la révolution politique et juridique qui en procède.

Sans rien concéder au passéisme et à la mythologie, ces dynamiques révolutionnaires peuvent être la source d'inspiration nouvelle et de projets effectivement accomplis.

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Daniel Bensaïd – « *Jeanne de guerre lasse* », Gallimard, 1991, prix franco : 16 €.

[Achat immédiat](#)

📖 (2) Daniel Bensaïd – « *Éloge de la politique profane* », Albin Michel, prix franco : 24 €. Sauf indications contraires, toutes les citations sont tirées de cet ouvrage.

[Achat immédiat](#)

Le socialisme de Marx

Puisque les dirigeants socialistes annoncent qu'ils vont se remettre au travail, je leur conseille vivement de lire et de méditer le recueil de trois essais que Michel Henry avait consacré à Marx et aux marxismes.

La dernière fois que les dirigeants socialistes français ont vraiment réfléchi à ce qu'ils allaient proposer aux Français, c'était à l'époque glorieuse de la conquête du pouvoir, entre le congrès d'Épinay et la première élection de François Mitterrand. C'était donc après 1968, mais à une période où le marxisme-léninisme était encore l'idéologie dominante sous des formes plus ou moins extrémistes - stalinienne, trotskiste, maoïste orthodoxe ou spontanéiste.

Au Parti socialiste, le marxisme se présentait sous la forme d'une infusion présente à doses variables dans les divers courants : forte (comme une tisane est chargée en camomille) chez les chevènementistes du *Ceres*, infime chez les mitterrandistes qui se contentaient de quelques feuilles de la vulgate anticapitaliste, nulle chez les rocardiens qui exprimaient la sensibilité de la gauche chrétienne mollement réformiste.

À droite comme à gauche, tout le monde prenait le marxisme pour une théorie matérialiste et dialectique de la lutte de classes, de l'exploitation capitaliste, de l'aliénation politique et religieuse, de la dictature du prolétariat comme préalable au dépérissement de l'État et à la société sans classes. Chez les intellectuels, le débat faisait rage entre les tenants d'un

marxisme scientifique - disciples d'Althusser - et ceux qui voyaient en Marx un anarchiste, un révolté romantique, un humaniste...

Le marxisme ainsi défini disparut prestement de la scène intellectuelle et politique : après 1975, il devint banal de déclarer que Marx était mort, définitivement, car sa pensée avait engendré tous les goulags. Bien peu prêtèrent alors attention aux deux tomes publiés en 1976 par Michel Henry, philosophe étranger à toutes les modes intellectuelles et qui s'affirmait tout à coup comme éminent marxologue, à côté d'un autre chercheur méconnu, Maximilien Rubel (1). Le *Marx* de Michel Henry (2) a cependant cheminé dans la pensée contemporaine puisqu'un éditeur publie trois textes introductifs (3) à cette œuvre majeure qui fut rééditée en 1991.

Les dirigeants socialistes auraient tout avantage à étudier les thèses de Michel Henry pour une chaîne de raisons faciles à comprendre : pas de programme politique solide sans projet cohérent, pas de nouveau projet socialiste sans un travail méthodique, critique et reconstructeur, sur la pensée du socialisme. Pas de réflexion positive sur le socialisme en tant que tel sans une mise au point sur ce marxisme qui a été une idéologie centrale dans cette tradition.

Les analyses de Michel Henry feront gagner un temps précieux aux socialistes (mais aussi aux étudiants et à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire des idées) car ce philosophe - qui s'affirmera peu à peu comme l'un des plus éminents du XX^e siècle - nous apprend à distinguer radicalement l'œuvre de Marx des doctrines marxistes qui se caractérisent toutes par leur méconnaissance sur la philosophie marxienne. À tel point que le marxisme peut être défini selon Michel Henry comme « *l'ensemble des contresens qui ont été faits sur Marx* ».

Cette énorme bévue ne s'explique ni par la bêtise, ni par le fanatisme mais par une méconnaissance : « *la totalité des écrits philosophiques fondamentaux de Marx - la Critique de l'État hégélien, les Manuscrits de 1844, L'Idéologie allemande notamment - est demeurée inconnue de ceux qui ont construit l'idéologie marxiste et le monde à la lumière de cette idéologie* ».

Avant toute lecture de Marx, il faut donc établir une théorie générale de ses textes qui sont à répartir en trois groupes : les écrits de jeunesse précités ; les textes historico-politiques (le *Manifeste du Parti communiste* ; *Les Luites de classes* ; *Le Dix-huit Brumaire*...) ; les textes économiques (les *Grundrisse* et *Le Capital*). Le marxisme se fonde seulement

sur la deuxième catégorie, dans son ignorance de la première et à cause de sa méinterprétation de la troisième.

De plus, il faut réviser entièrement la généalogie intellectuelle du marxisme : Hegel n'a pas engendré Marx, contrairement à ce que disaient les marxistes et les antimarxistes du siècle dernier - il a au contraire rompu totalement avec l'auteur de la *Phénoménologie de l'Esprit*. La vraie coupure épistémologique ne s'opère pas entre la science et la non-science comme Althusser l'affirmait, mais dans la rupture avec Hegel.

Ayant savamment liquidé l'hégéliano-marxisme, Michel Henry fait apparaître un Marx très peu connu, non pas économiste mais philosophe de l'économie, non pas théoricien du matérialisme *historique* et *dialectique*, mais philosophe de la vie. Ce Marx inédit s'affirme comme *l'un des plus grands penseurs de tous les temps* et son socialisme, étranger au léninisme et au stalinisme, se révèle au fil du réexamen des concepts de prolétariat, de lutte des classes, d'aliénation, de rapports sociaux, de forces productives, de travail, de plus-value... Au bout de l'un des chemins ouverts par la philosophie marxienne, paraît un socialisme que Michel Henry définit d'abord comme une société de surabondance, ensuite comme une organisation sociale dans laquelle le travail vivant n'est plus occupé à la production.

Socialistes, vous avez un immense effort à faire pour être socialistes.

Sylvie FERNOY

📖 (1) Maximilien Rubel - « *Marx, critique du marxisme* », Payot, 1974, réédition en 2000, prix franco : 15 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) Michel Henry - « *Marx* - Tome 1 : *Une philosophie de la réalité* ; Tome 2 : *Une philosophie de l'économie* », Gallimard, 1976, réédition des deux tomes en 1991, collection *Tel*, prix franco : 25 €. [Achat immédiat](#)

📖 (3) Michel Henry - « *Le socialisme selon Marx* », Ed. Sulliver, 2008, prix franco : 14 €. [Achat immédiat](#)

Les impasses de mai 68

Il y a bien des façons de commémorer mai 68, l'événement étant susceptible de bien des interprétations. Si on écoute quelques-uns de ses dirigeants emblématiques, Daniel Cohn-Bendit ou Joschka Fischer, on peut même se demander s'il a bien eu lieu, ou plus exactement si, en dépit de sa très réelle existence, il a changé quoi que ce soit à l'évolution programmée de la société occidentale dans les années soixante. Et si, malgré tout, on persiste, comme certains féroces dénonciateurs de la trahison qui a suivi, à rappeler ce qu'il pouvait y avoir d'original, de vraiment subversif dans ces semaines ébouriffantes, on sera tout de même acculé au constat désespéré d'un Cornelius Castoriadis quant à la *montée de l'insignifiance* caractérisant la victoire du libéralisme à partir des années quatre-vingt. Alors, il faut bien se résigner. Si Mai n'avait pas eu lieu, les *sixties* se seraient déroulées de la même façon, propulsant ce que le Québécois François Ricard appelle la *génération lyrique*, celle du *baby-boom*, avec l'abandon des valeurs jugées désuètes des générations précédentes et la *mutation des attitudes devant la vie*. Je préfère de loin cette dernière expression qui est de Pierre Chaunu à la rituelle *révolution sexuelle* dont la saveur très adolescente reste très en deçà de la signification d'un décrochage démographique où un pays comme l'Allemagne risque la disparition dans les décennies à venir.

Mais revenons un instant à l'événement. Sur quoi pouvaient déboucher ces quelques semaines de paralysie où la France connut la plus grande grève générale de son histoire ? Les groupuscules trotskistes et maoïstes étaient persuadés qu'elle pouvait ou qu'elle devait déboucher sur la Révolution. On avait largement célébré l'année précédente le cinquantième anniversaire de la Révolution d'octobre et beaucoup étaient hantés par la prise du Palais d'Hiver à Saint-Petersbourg et le coup de force de Lénine. Très vite, il fut avéré que c'était impossible parce que, hormis quelques centaines de militants, personne ne voulait une autre révolution bolchevique. La classe ouvrière tenait d'abord à bénéficier des retombées de l'expansion des Trente Glorieuses, et le Parti communiste – conforté par Moscou – ne se voulait que le défenseur des avantages acquis ou promis. Dès lors, seul Georges Pompidou, avec son Grenelle, avait les moyens de mettre un terme à la crise, pour peu que le général de Gaulle réussisse son rétablissement magistral. Retour donc à la normale d'une rapidité renversante au lendemain d'un pareil séisme, mais celui-ci avait été essentiellement psychologique.

Plus tard, le libéralisme, en récupérant les inspirations libertaires les plus prosaïques et les retombées ultérieures des idéologies du désir, allait faire son œuvre pour aboutir à la synthèse libérale-libertaire si bien symbolisée par l'évolution du quotidien *Libération*. La génération lyrique – celle de la pilule de Pincus, des droits de l'Homme et tutti quanti – réconcilierait ex-agitateurs et réformistes. D'une certaine façon, cette réconciliation a trouvé son apogée avec la

politique d'ouverture de Nicolas Sarkozy, celle qui a permis à Bernard Kouchner d'accéder au Quai d'Orsay. Et on donnerait volontiers acte à André Glucksmann du bien-fondé de son ralliement, en dépit des inévitables cacophonies que provoque le heurt des belles âmes et des réalités internationales. La Révolution a sombré corps et âme en mai 68, et ce n'est pas le moindre paradoxe que le dernier épisode révolutionnaire de notre histoire ait coïncidé avec son enterrement de première classe. Marcel Gauchet le souligne à juste titre dans le dossier du *Débat* où il établit le *bilan d'une génération*. N'y a-t-il pas d'ailleurs une contradiction intellectuelle qui a subsisté jusqu'à nous et qui se répercute principalement dans les médias ? Cette génération n'est-elle pas celle du *deuil impossible de la subversion* ? Gauchet n'est pas tendre à ce propos. Il parle même « d'une *protestation radicale qui doit au moralisme et à l'émotionalisme ambiants d'être encore plus inintelligente que ses versions antérieures, avec cet avantage certain, toutefois, que l'absence totale de solutions et le même ramollissement* » bon sentimenteux » la rendent inoffensive. Ce qui ne l'empêche pas, hélas, d'être fondée. Elle se nourrit du tour inquiétant que prend la marche de nos économies et de nos sociétés ».

par Gérard Leclerc



On saisit la complexité de l'analyse qui s'empare de quarante ans d'histoire. Jean-Pierre Le Goff, dans les pages précédentes de la revue, s'est chargé de les remettre en perspective. On assimile, en effet, souvent à mai 68 des évolutions qui se sont produites dans les années soixante-dix avec des courants qui ont prétendu rendre compte après coup de sa signification. Il est vrai que mai 68 n'acquiert sa densité qu'avec les gloses qui l'ont suivi et des formes militantes qui sont apparues, parfois en contradiction avec l'illusion révolutionnaire du moment. Cela nous contraint d'ailleurs à nuancer la synthèse *libérale-libertaire*. Car la volonté qui se poursuit d'une subversion impossible explique des distorsions et des impasses dont le journalisme post-soixante-huitard condense la contradiction : « *les modes passent, les papes perdent leur infailibilité mais l'esprit continue de cheminer : le Monde de Plenel et de Colombani a détrôné le Libé de July qui l'avait ringardisé avant de chuter à son tour.* » Le style de ce journalisme emblématique est celui d'un radicalisme sans solution, d'une indignation publicitaire où s'exprime une volonté de puissance intellectuelle qui a remplacé le militantisme d'antan.

Gauchet met vraiment le doigt où ça fait mal. La révérence de la génération post-soixante-huitarde à l'égard des penseurs de la déconstruction a débouché sur la répétition révérencieuse : « *Intellectuellement la génération 68 ne possède pas d'identité distincte. Elle s'est spécialisée dans la défense et illustration de ce qu'il faut bien appeler une orthodoxie critique.* » La critique n'empêchait d'ailleurs pas de faire honorablement carrière dans la société contestée. Cette stérilité intellectuelle aboutit à une conséquence particulièrement grave dont l'ampleur n'est pas encore perceptible : la *désagrégation du mécanisme social de la relève des générations*. Sur ce point, Marcel Gauchet, par une autre voie, rejoint François Ricard qui augurait une triste sortie pour les enfants du *baby-boom*. Mais comment auraient-ils pu songer à transmettre alors que leur stérilité critique délégitimait autant le passé que l'avenir ?

Le Débat, numéro 149, mars-avril 2008. « Mai 68, quarante ans après », prix franco : 18 €. [Achat immédiat](#)

Pierre Longone

Le bulletin *Population et sociétés*, édité par l'Institut national d'études démographiques (INED) nous apprend la mort de Pierre Longone. Nous reproduisons ici l'hommage publié par notre confrère.

Pierre Longone, fondateur de *Population et sociétés*, est mort le 10 mars 2008 à l'âge de 96 ans. Il avait lancé le premier numéro du bulletin en mars 1968, il y a 40 ans.

Il s'occupait auparavant de la rédaction du bulletin mensuel du comte de Paris, qui commentait l'actualité politique, économique et sociale à destination des parlementaires, des journalistes et des dirigeants d'entreprise. Il quitte le comte de Paris en 1968 pour être recruté comme chef du service des éditions de l'*Institut national d'études démographiques* (Ined).

Il vient avec la formule du bulletin mensuel du comte de Paris et le fichier des abonnés. Telle est l'origine inattendue de la formule du bulletin d'information qui, à partir de l'Ined, se diffusera largement dans toute l'administration française. Pierre Longone rédigeait lui-même la plupart des numéros de *Population et sociétés*. Il s'acquittera de cette mission jusqu'à sa retraite en 1977.

Quarante ans après son lancement, *Population et sociétés* est toujours là et continue d'informer un vaste public sur les évolutions démographiques et leurs ressorts. Le bulletin est dorénavant publié en deux langues : français et anglais, et est accessible gratuitement en ligne : www.ined.fr. Son format a peu changé en 40 ans, la formule restant celle à succès inventée par Pierre Longone il y a 40 ans.

F. Héran et G. Pison

De Schönbrunn à la Conciergerie

Marie-Antoinette est à la mode. L'exposition du Grand Palais le prouve. Une exposition qui replace une reine qui suscite encore les passions, dans le milieu politique et culturel de la fin de l'Ancien Régime.

Aujourd'hui encore, le personnage de Marie-Antoinette ne laisse personne indifférent. Adulée et considérée comme une martyre par les contre-révolutionnaires, elle fut l'*Autrichienne* ou *Madame déficit* pour les sans-culottes. La grande exposition que lui consacre le Grand Palais, si elle aide à cerner le personnage historique, ne nous apprend rien de nouveau sur la reine.

Elle replace la souveraine dans le contexte politique, diplomatique, culturel et artistique de la fin de l'Ancien Régime. Il est rare de construire une rétrospective autour d'un personnage qui n'a rien créé par lui-même. Mais en réunissant plus de 300 œuvres exceptionnelles provenant de toute l'Europe (peintures, sculptures, mobilier, objets d'art), l'exposition met en scène une reine au moment où l'art français atteint l'un de ses sommets. Le parcours chronologique marque les étapes de ce qui se joue autour d'une petite archiduchesse d'Autriche au destin tragique : son éducation à la Cour de Vienne, son mariage, son accession au trône, son image dans l'opinion, enfin sa chute.

Les premières salles évoquent la famille impériale (François I^{er} et Marie-Thérèse), Schönbrunn, l'univers raffiné (vase Imari, porcelaines précieuses) dans lequel est éduquée la jeune archiduchesse. Un pastel de Joseph Ducreux (élève de Quentin de La Tour) la représente. Il fut

envoyé de Vienne à Paris au moment des négociations en vue de l'union avec le futur Louis XVI. De nombreux documents évoquent l'événement et les festivités qu'il suscita : souper et bal à l'opéra de Versailles, registre paroissial de l'église Notre-Dame de Versailles avec l'acte de mariage du 16 mai 1770.

Attentive aux modes et aux idées nouvelles, la jeune reine s'entoure d'un cadre de vie raffiné, notamment au Petit Trianon que Louis XVI lui offre en 1774, où elle peut échapper à l'étiquette. La souveraine est le premier *mécène* du royaume et la somptuosité des objets exposés en témoigne : commodes de Riesener ou sièges de Jacob pour Versailles, Marly, Trianon... Magnifique secrétaire du boudoir de Fontainebleau, services de la manufacture de Sèvres, pendule de Thomire au style *étrusque* inspiré d'un dessin d'Hubert Robert...

Les nombreux portraits de Marie-Antoinette par Madame Vigée-Lebrun sont cependant les plus intéressants, car chacun d'eux *parle*. Celui de la reine *en gaule* (1) fit scandale lorsqu'il fut présenté au salon de 1783. L'artiste le remplaça par le *Marie-Antoinette à la rose*, avec une robe à la française, où la souveraine manifestait ainsi son soutien aux soyeux lyonnais. La toile de 1778 où elle est représentée avec un livre s'imposa comme modèle officiel diffusé par le ministère des Affaires étrangères. Celle, de la même année, sur laquelle Marie-An-

toinette apparaît en grand habit de Cour, fut peinte pour l'impératrice Marie-Thérèse et envoyé à Vienne.

Mais, face à une opinion publique de plus en plus hostile, l'administration royale tente de donner de la souveraine une image favorable. Toujours de Madame Vigée-Lebrun, le tableau de 1787 où la reine est représentée dans son intérieur avec ses enfants veut témoigner de la pérennité de la Couronne, illustrer l'idéal de vertu domestique... et tente de faire oublier l'*affaire du collier*. Marie-Antoinette apparaît beaucoup plus humaine et touchante sur le pastel inachevé, commencé en 1791 par Aleksander Kucharski aux Tuileries.

La période révolutionnaire et l'incarcération au Temple sont traités avec une scénographie habile. Ici, les pauvres meubles dont dispose la reine ne sont pas signés de grands ébénistes. Sa chemise n'est pas coupée dans une étoffe précieuse. Le bulletin de santé de Louis XVII, et la dernière lettre de Marie-Antoinette, écrite à quatre heures du matin le 16 octobre 1793 à Madame Elisabeth, émeuvent. Un dernier portrait clôt l'exposition : le terrible et sobre dessin de *Marie-Antoinette conduite au supplice*, attribué à David. Les somptueux portraits de Louise-Elisabeth Vigée-Lebrun, qui a dû émigrer, sont bien loin...

Alain SOLARI

(1) Robe en chemise faite dans une pièce de mousseline, qui n'était portée qu'à l'intérieur de leur palais par les femmes de l'aristocratie.

■ « *Marie-Antoinette* », Galeries nationales du Grand Palais, 3 av. du Général-Eisenhower, 75008 Paris. Ouverture tous les jours de 10 h à 22 h et de 10 h à 20 h le jeudi. Jusqu'au 30 juin.

Souscription

Ainsi que je le craignais, notre souscription s'est mise à stagner dangereusement. Je rapelle qu'il nous faut impérativement recueillir, avant les vacances, les 10 000 euros qui nous sont absolument nécessaires pour équilibrer notre budget. Nous comptons absolument sur votre aide.

Yvan AUMONT

ABONNEMENT - ESSAI

Royaliste ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 3,80 €.

LIBRAIRIE

Notre **Service librairie** est à votre disposition pour vous fournir non seulement les ouvrages mentionnés dans *Royaliste* mais également n'importe quel livre (à la condition qu'il soit encore disponible chez l'éditeur). N'hésitez pas à faire appel à nos services.

Nous assurons également la recherche d'ouvrages épuisés (sans garantie de succès...). Faites-nous part de vos besoins.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 28 mai** - Collaboratrice du *Point* et de *Marianne*, auteur des *Maîtres censeurs* qu'elle nous avait présenté en 2002, **Élisabeth LEVY** est journaliste. Elle est également la profession de **Philippe COHEN**, rédacteur en chef à *Marianne* et directeur du site *Marianne2*, auteur d'ouvrages sur *Le Monde* (avec Pierre Péan), sur la Chine (avec Luc Richard) et sur Bernard-Henry Lévy pour lesquels nous l'avions reçu.

Tous deux publient un ouvrage dans lequel ils parlent avec passion et colère du journalisme - « **Un métier qui a mal tourné** ». Il est vrai que les hommes et les femmes

qui font ce métier sont discrédités parce que beaucoup parmi eux se contentent de diffuser par les canaux de l'industrie médiatique les thèmes de l'idéologie dominante et les clichés courants.

Partant de ce sinistre constat, nous engagerons avec nos invités une réflexion sur les moyens de sauver la profession. Malgré ses pièges, La Toile représente une chance mais il ne faut pas y sacrifier d'autres moyens de l'« artisanat de la liberté » qui est indispensable à l'information des citoyens et au débat démocratique.

● **Mercredi 4 juin** - Philosophe, historien des idées politiques et constitutionnelles, **Lucien JAUME** est directeur de recherches au CNRS. Il est l'auteur d'un ouvrage fondamental sur le jacobinisme et de plusieurs analyses du libéralisme qui font référence.

Souvent invité à nous exposer les divers aspects de son œuvre, Lucien Jaume revient parmi nous avec le livre qu'il vient de consacrer à Tocqueville. Comme Montesquieu, on croit connaître cet auteur parce qu'on cite toujours les mêmes formules et parce qu'on reprend sans cesse les mêmes

analyses. Or nous sommes confrontés à « **L'énigme Tocqueville** ». L'homme est mal connu, le sens de son œuvre pose question, sa pensée est difficile à saisir.

Lucien Jaume a repris l'ensemble de l'œuvre et étudié la correspondance intime de Tocqueville. Il explique les contradictions sociales et politiques dans lesquelles se trouve un auteur avant tout soucieux, dans le détour américain, de l'avenir de la France. Peut-il nous permettre de mieux envisager aujourd'hui les pouvoirs sociaux et l'autorité dans la *respublica* ?

● **Mercredi 11 juin** - Historien, **Patrice GUENIFFEY** est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. Spécialiste de la Révolution française, nous l'avions reçu pour son ouvrage sur la Terreur. Il revient pour nous expliquer l'épilogue la période révolutionnaire : « **Le dix-huit brumaire** » qui permet de sortir la France de l'impasse. Le républicanisme est ensanglanté par la Terreur et le Directoire est un échec mais la restauration monarchique n'est pas possible... Largement approuvé sur le moment, dénoncé par la suite, le coup d'État doit être analysé dans sa signification et sa portée : marque-t-il vraiment la fin de la Révolution ou fut-il salutaire pour la République ? Pourquoi le général Bonaparte devient-il l'homme providentiel ? Comment réussit-il cette prise du pouvoir sans victimes ni proscrits ? Quel est la nature du régime politique qu'il institue ? Dans quelle mesure le bonapartisme a-t-il marqué les institutions et la vie politique française au XIX^e et au XX^e siècle ?

BOUTIQUE

Notre "Boutique" sur internet vient d'ouvrir un nouveau rayon. On peut désormais choisir et acheter en ligne porte-clés, bagues, fanions et divers objets fleurdelisés.

Dans la partie "Librairie" tous les ouvrages de Bertrand Renouvin sont également en vente en ligne. Notre site : <http://www.narinfo.fr.st>

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR, qui vient d'être renouvelé, se réunira à Paris le **dimanche 22 juin** prochain.

Les nouveaux membres du Conseil recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

De bonnes nouvelles

J'ai toujours grand plaisir à diffuser de bonnes nouvelles. Voici peu, j'ai énuméré quelques-uns des atouts de la France tout en rappelant les épreuves auxquelles nous étions confrontés (1). Le peuple français est-il en mesure de les surmonter ? Oui !

Quant à la « *crise d'identité* », le pire est derrière nous. Le pire, pour une nation, c'est la guerre civile. Et la pire des guerres civiles, c'est celle qui est stimulée par un imaginaire ethnique. L'adversaire idéologique reste un homme qui peut changer de conviction. Le racisme fabrique des catégories de sous-hommes à éliminer.

Les Français ont écarté le risque de guerre ethnique lors de la longue confrontation entre le Front national et ses adversaires. Cela tient à la prudence de Jean-Marie Le Pen, qui n'a jamais voulu prendre le pouvoir ; à la fragilité du Front national ; à son électorat massivement protestataire et faiblement raciste ; au fait que les plus xénophobes de ses militants étaient engagés dans une stratégie électoraliste qui excluait tout acte de violence contre les immigrés (2).

D'autres facteurs, décisifs, ont joué : les Français forment un peuple essentiellement politique, qui n'est certes pas à l'abri de pulsions antisémites mais qui a la passion de la confrontation idéologique et une longue pratique de la lutte des classes. Si bien que, dans nos débats de citoyens français, les « *minorités linguistiques* » et les « *groupes ethniques* » restent cantonnés sur les marges.

Certes, l'histoire peut bifurquer, la sociologie politique peut être bouleversée par de nouveaux types de flux migratoires, la logique du bouc émissaire peut détruire la raison politique. Tel n'est pas le cas, aujourd'hui, en France. Je conteste donc radicalement la thèse qui inspire le roman d'Eric Zemmour (3). La guerre ethnique n'est pas une fatalité ni même une éventualité proche ou lointaine. Il suffit, par prudence, que les personnalités politiques



et les intellectuels (essayistes, journalistes) ne cherchent pas à attiser les tensions dont je ne sous-estime pas la réalité.

Sur le fond (l'islam, l'immigration, les banlieues) je renvoie nos lecteurs aux récentes études d'Emmanuel Todd, de Robert Castel et de François Héran. Quatre remarques cependant :

La première est historique : les réfugiés d'Algérie n'ont pas transporté en métropole le conflit avec « *les Arabes* » et l'effacement très progressif de cette mémoire douloureuse va transformer notre vision de l'Algérie (réduite à la période 1956-1962), qui fausse notre représentation de l'immigration.

La deuxième est sociologique : en finir dans les dix ans à venir avec le refoulé de la guerre d'Algérie nous permettra de voir que les immigrés et les enfants français ne sont pas seulement des arabo-musulmans d'origine maghrébine et de prendre une plus juste mesure des autres apports – asiatiques notamment.

La troisième relève de l'observation empirique : il n'y a pas de *parti arabe*, ni de *parti musulman* et les toutes les tentatives communautaristes se soldent par des échecs. La fièvre antisémite du début du siècle est vite retombée ; place de la Bastille, il n'y avait pas plus de 500 personnes (extrême gauche comprise) pour rendre hommage à Yasser Arafat au lendemain de sa mort et les tentatives politico-médiatiques de promotion de la « *diversité* » (raciale) sont en train d'échouer.

La quatrième est comparative : la France n'a jamais connu la fragmentation ethno-culturelle qui est un des héritages caractéristiques de l'Empire ottoman, elle est étrangère au hooliganisme massif qui déshonore la Russie et l'islamiste militant reste groupusculaire. Notre unité nationale n'est pas en question alors qu'elle est devenue problématique en Belgique et en Espagne.

Conclusion provisoire : dans notre pays, les conflits continueront de se développer sur le terrain politique et social, ce qui ne nous met pas à l'abri de confrontations violentes.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. *Royaliste* n° 925 : « [Les atouts de la France](#) » et n° 926 : « [Vers les épreuves](#) ».

(2) Je n'ai pas attendu la retraite de Jean-Marie Le Pen et l'effondrement du Front national pour mettre ces faits en évidence. Cf. « *Une Tragédie française, le Front national contre la nation* », Ramsay, 1997 (épuisé).

(3) Eric Zemmour, *Petit frère*, Denoël, 2008, prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)